



Arrêté 2018-09 portant désignation du référent à l'intégrité scientifique du CUFR de Mayotte

Le directeur du Centre Universitaire de Formation et de Recherche de Mayotte

- *Vu le Code de l'éducation*
- *Vu le décret n° 2011-1299 du 12 octobre 2011 portant création du Centre Universitaire de Formation et de Recherche de Mayotte*
- *Vu la circulaire MENESR n° 2017-040 du 15 mars 2017 relative à la politique d'intégrité scientifique au sein des opérateurs de recherche*

Arrête :

Article 1

Monsieur BONFILS Philippe, professeur agrégé de droit privé, Doyen honoraire de la Faculté de Droit et de Science politique d'Aix-Marseille Université, est désigné référent à l'intégrité scientifique du CUFR de Mayotte.

Article 2

Le présent arrêté est valable pour l'année universitaire 2017-2018.

Fait à Dombeni, le 21 mars 2018

Aurélien SIRI
Directeur du CUFR de Mayotte



Voies et délais de recours

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** qu'il vous appartient de m'adresser ;
- soit un **recours contentieux** devant le tribunal administratif.

Le recours gracieux peut être fait sans condition de délais.

En revanche, le recours contentieux doit intervenir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification de la présente décision.

Toutefois, si vous souhaitez, en cas de rejet du recours gracieux, former un recours contentieux, ce recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai sus indiqué du recours contentieux.

Vous conserverez ainsi la possibilité de former un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux.

Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de deux mois après la décision implicite – et donc dans un délai de quatre mois à compter de la date du présent avis – vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.